

DOSSIER N° PA 035 161 23 V0001		
Date de dépôt :	11/03/2023	DEMANDEUR Monsieur Sébastien PETTIER 9a rue de la Bouvrie 35680 Louvigné-de-Bais
Pour :	Le programme de l'opération comprend un lot libre à usage d'habitation individuelle dimensionné de 749 m ² .	
Adresse terrain :	9a rue de la Bouvrie 35680 LOUVIGNÉ-DE-BAIS	
Terrains cadastrés :	B1830, B1826, B1827, B1827	
Nombre de logements créés :	0	
Surface de plancher :	existante : 0 m ²	
	créée : 0 m ² démolie : 0 m ²	

Le Maire de LOUVIGNÉ-DE-BAIS,

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la loi n°2016-925 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 07/07/2016;

Vu l'article L. 423- 3 du Code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2021-981 du 23/07/2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/07/2021 relatif aux modalités de mise en oeuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisations d'urbanisme;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10/12/2013, la modification simplifiée n°1 approuvée le 27/02/2018, la modification simplifiée n°2 approuvée le 29/06/2021 ;

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 11/03/2023 par Monsieur Sébastien PETTIER - demeurant 9a rue de la Bouvrie 35680 Louvigné-de-Bais ;

Vu les pièces complémentaires reçues le 03/04/2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Eau Assainissement de Vitré Communauté en date du 23/03/2023 ;

Vu l'avis favorable de la SAUR CPO VANNES U en date du 24/03/2023 ;

Vu l'avis favorable du Syndicat Eau des Portes de Bretagne en date du 30/03/2023 ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 25/05/2023 ;

Vu l'avis favorable de Enedis en date du 05/06/2023 ;

ARRÊTE

Article 1 : Le permis d'aménager est **ACCORDÉ** pour les travaux décrits dans la demande présentée, **sous réserve des prescriptions suivantes** :

- 1) Le dossier a été instruit avec une puissance de raccordement de 36 kVA triphasé.

- 2) Le raccordement aux réseaux eaux usées et eaux pluviales est à la charge du pétitionnaire suivant les prescriptions techniques de Vitré Communauté. Une convention de servitude devra être établie pour le passage du branchement eaux pluviales de l'habitation existante sur la parcelle à construire.
- 3) Le projet de construction appelle des observations de l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis simple du 25/05/2023 :
 - Le bâtiment devra comporter un volume principal, clair, simple et facile à identifier, sur un plan rectangulaire couvert par une toiture à deux pentes traditionnelles symétriques, avec éventuellement un ou deux volumes annexes placés en situation mineure et accolés au volume principal.
 - L'emprise au sol sera rectangulaire affirmée, la largeur du pignon sera proportionnée à la longueur du faitage.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt :
17/03/2023

Fait à LOUVIGNÉ-DE-BAIS, le 08/06/2023,

 Pour le Maire,
L'Adjoint délégué
Joseph JEULAND

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Droits des tiers : La présente autorisation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé...).

Validité : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Affichage, délais et voies de recours : Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement). Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de la déclaration au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Dommages ouvrages : Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommages-ouvrages. A défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.